

Emmanuel Shadary, alias le dauphin de Kabila

RDC Rencontre avec l'homme de terrain qui sait rendre les coups

- Le 8 août dernier, le président Kabila désignait son successeur.
- Emmanuel Shadary Ramazani, que « Le Soir » a rencontré. C'est la première fois qu'il s'exprime dans la presse étrangère depuis qu'il a été désigné comme le dauphin.
- De « coup sur coup », on a fini par le surnommer « coup pour coup ».

RENCONTRE ██████████
KINSHASA
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Shadary comment ? Ramazani quoi ? Lorsque, le 8 août dernier, deux heures avant l'expiration du délai légal pour la présentation de son successeur, Joseph Kabila désigna comme son dauphin l'ancien ministre de l'Intérieur, devenu secrétaire général de son parti, le PPRD, la surprise fut totale. Dans l'entourage du chef mais aussi dans l'opinion. Certes, tout le monde avait déjà croisé cet homme de haute taille, qui ne se tenait jamais très éloigné du chef de l'Etat mais personne, et surtout pas les cadors de la politique congolaise, ne pouvait imaginer qu'il puisse être désigné à la succession du « Rais ».

Pour tenter de rencontrer cet homme encore inconnu sur le plan international, c'est en vain que nous avons sollicité les piliers du régime, encore sous le choc de leur éviction et, en fin de compte, c'est l'un des anciens professeurs de Shadary qui nous a ouvert la porte. Dans le salon fonctionnel – pas un bibelot, pas une photo d'une grande maison du quartier résidentiel de la Gombe, nous avons découvert un homme de 60 ans, en costume bleu, – son uniforme de campagne –, plus disert sur son passé que sur ses projets d'avenir et nous expliquant d'emblée que c'est à la presse de son pays qu'il réservera

la primeur de son programme.

Intellectuel engagé

Affable, réservé, pas hâbleur pour un sou, Emmanuel Shadary apparaît comme un « Congolais de l'intérieur », peut-être plus à l'aise dans les réunions de province et les assemblées de village que dans les salons de Kinshasa. D'ailleurs, il insiste sur trois points : sa jeunesse dans le territoire de Kabambare, au cœur de la province du Maniéma, d'où est également originaire Maman Sifa, la mère de Joseph Kabila, les brillantes études de sciences politiques que ce fils de famille nombreuse mena à l'Université de Lubumbashi « enchaînant les grandes distinctions, j'étais toujours major de ma promotion, ce qui me valut mon surnom "coup sur coup" » et un engagement politique précoce, d'abord dans les rangs de l'UDPS le parti d'Etienne Tshisekedi et ensuite dans l'Uferi, un parti katangais.

Shadary confirme notre impression de déjà-vu : oui, il a bien participé à la conférence nationale souveraine du début des années 90 où il avait été envoyé pour représenter la société civile du Maniéma. C'est bien là que nous avions croisé ce jeune intellectuel formé par le professeur Marcel Lihau, l'un des pères de l'indépendance.

Naissance d'un mouvement rebelle

Shadary se souvient avec reconnaissance de Lihau « il m'a encouragé, passé ses livres, fait entrer à la commission constitutionnelle où se trouvait déjà Kengo wa Dondo... » Après l'échec de la CNS, alors que se confirme le déclin du régime Mobutu, Shadary retourne à Kindu pour y poursuivre sa carrière académique. Il enseigne les sciences politiques, la législation sociale, et, dans l'ombre de l'évêché, se montre actif au sein de la société civile locale. En 1996, c'est à Kindu que Shadary retrouve une vieille connaissance de sa famille, qui a rassemblé la population au stade et se présente comme le porte-parole d'un mouvement

rebelle qui entend gagner Kinshasa avec le soutien des troupes rwandaises : Laurent Désiré Kabila. « Je connaissais Kabila depuis longtemps, il vivait en Tanzanie et nous nous écrivions régulièrement... »

Le jeune professeur de 31 ans s'engage aux côtés de Kabila qui le nomme vice-gouverneur puis

gouverneur du Maniéma. Une promotion éphémère, car lorsque la deuxième guerre du Congo éclate en 1998, Shadary décide de fuir sa province : « Comme je refusais de collaborer avec le nouveau pouvoir (NDLR, les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie, soutenus par l'armée rwandaise) j'ai fini par être chassé. » Shadary a failli ne jamais arriver à Kinshasa : « Alors que deux avions civils devaient se rendre dans la capitale, j'étais prioritaire, au titre de gouverneur, et il était prévu que je parte par le premier vol. Mais il y a eu un litige comptable et on m'a dit d'attendre le deuxième avion. Lorsque le premier appareil a décollé, avec à son bord uniquement des civils, il a été abattu par les re-

belles et ma mort fut même annoncée à la radio ! Alors que la famille préparait mon deuil, j'ai pris la fuite, à pied, avec l'intention de gagner Kinshasa et de retrouver Laurent-Désiré Kabila. Dans la capitale, Kabila m'a immédiatement pris comme l'un de ses collaborateurs et j'ai fait partie du groupe dit des "gouverneurs des provinces occupées". »

Dès ce moment, la politique ne lâche plus Shadary : lorsque Joseph Kabila succède à son père, assassiné en 2001, il le charge d'encadrer la population des zones occupées qui est réfugiée dans la capitale et lors de la création du PPRD, (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie) qui deviendra l'organe du jeune président, Shadary revient en scène. Les élections, voilà ce qui passionne le professeur de sciences politiques, qui aujourd'hui encore prépare un doctorat à l'université de Kinshasa, consacré au fonctionnement des institutions provin-

ciales « dont le résultat est mitigé... ». « Depuis 2005, je gère le dossier élections au sein du parti, je choisis les candidats, j'assure les formations, je définis la stratégie électorale. C'est moi qui, en 2006, ai suggéré au président Kabila de se présenter comme candidat indépendant. »

« Coup pour coup »

Shadary insiste : il n'est pas seulement un homme de dossiers, de bureaux d'études. Ce qu'il aime dans ses fonctions, c'est le fait de pouvoir sillonner la

République : « Je connais toutes nos provinces, j'ai parcouru tous les territoires. Ainsi par exemple, j'ai séjourné à Mbandaka la capitale de l'Equateur. Ayant appris le lingala, j'ai rencontré toutes les personnalités importantes, dans l'économie, les affaires, le social. J'ai aussi pris l'habitude de fréquenter la presse, car c'est avec les journalistes que l'on apprend ce qui se passe vraiment... »

Shadary ne se contente pas d'aimer le « terrain » et d'être un intellectuel. Il sait aussi faire preuve de poigne : « Durant 8 ans, j'ai été président de la commission de discipline du parti et j'ai dû régler bien des litiges. » C'est peut-être là que son surnom, « coup sur coup », hérité de ses succès académiques à répétition, est devenu « coup pour coup ». « C'est un dur, un co-gueur », assure l'ancien ministre et ex-journaliste Kin Kiey Mulumba qui fut membre de la majorité et présente aujourd'hui sa candidature à l'élection présidentielle, il répète volontiers que si on injurie ta mère, tu dois répondre sur le même ton ; que si on te frappe, tu dois frapper aussi... Alors que Joseph Kabila encaissait sans broncher, quitte à se venger après, celui-ci va cogner

« Alors que Kabila encaissait sans broncher, quitte à se venger après, lui va cogner d'abord... »

KIN KIEY MULUMBA

d'abord... »

Ce n'est pas par hasard que ce père de huit enfants, tous passés par l'Université, a été nommé ministre de l'Intérieur. S'il nie être un « dur » du régime, il reconnaît qu'il a des convictions fortes :

« Ce que je crois, je le défends jusqu'au bout et quand j'ai réfléchi, je ne change pas facilement d'avis. Sauf si vous arrivez à me convaincre... » Shadary est également fier de son parti : « Je suis soutenu par une grande famille politique, je bénéficie d'un grand soutien. » Cet appui, il l'attribue moins à la faveur du prince, c'est à dire du président sortant, qu'à ses propres contacts : « Je suis un Congolais venu de la base, je peux parler, manger avec tout le monde... D'ailleurs ceux qui me connaissent vous diront que je ne mange jamais seul, j'aime partager mon repas. Fondamentalement, je suis un élu de l'intérieur, on me connaît dans tout le pays... »

Le Kasai, le caillou

dans la chaussure

C'est sa prestation comme ministre de l'Intérieur qui vaut aujourd'hui à Shadary d'être visé par des sanctions européennes et américaines : il est tenu pour responsable de la répression de la rébellion au Kasai et de l'intervention brutale des forces de l'ordre contre les manifestations des chrétiens à Kinshasa.

Les sanctions, voilà une mesure qui blesse le dauphin, et il la trouve d'autant plus injuste qu'il considère qu'elle a été dictée par la Belgique. A propos de la répression à Kinshasa, l'ancien ministre de l'Intérieur se défaut sur l'armée : « Moi, chrétien et catholique pratiquant, comment aurais-je pu autoriser ces violences ? Il faut savoir que tous les policiers ne soutiennent pas le

pouvoir et que certains ont pu tirer pour envenimer la situation... Je considère que j'ai travaillé avec loyauté... »

Quant au Kasai, Shadary perd son flegme et explique comment il s'y est pris pour ramener la paix dans cette province voisine de l'Angola où la révolte des partisans du chef Kamwina Nsapu a fait 3.000 morts et 1,4 million de déplacés en 2016-2017. « Durant plusieurs semaines, j'ai séjourné à Kananga et, en parlant avec tout le monde, j'ai découvert que les partisans du Kamwina Nsapu avaient pris les armes après que leur chef traditionnel a été tué par les militaires. Son corps ayant disparu, ses fidèles voulaient récupérer sa dépouille,

LIRE LA SUITE P.10.

Emmanuel Shadary, alias le dauphin de Kabila

pour l'enterrer selon la coutume, et aussi, d'après les rites traditionnels, prendre quelques fragments de son corps pour les insérer dans des amulettes confiées à son successeur. Tout cela afin d'assurer la continuité du pouvoir. J'ai alors veillé à exhumer la dépouille, à l'enterrer selon les coutumes, à reconstruire la maison du chef, à annoncer le deuil officiel et à désigner le successeur. Après que tout cela ait été fait dans les règles, le calme est revenu. Par la négociation et non à coup de fusils. Mais c'est au moment où on a annoncé que la guerre était finie, que mes malheurs à moi ont commencé, que j'ai été frappé par les sanctions... Peut-être certains songeaient-ils que cette insurrection au Kasai allait permettre d'en finir avec Kabila ? Leur aurais-je enlevé le steak de la bouche ? »

Shadary ne commente pas la répression menée par les militaires : « Je n'étais pas ministre de la Défense et moi, j'ai tenté de négocier... » Ce qui n'empêche pas la révolte : « Loyal au président Kabila, je suis un homme à abattre. Un tel coup porté par l'Union européenne, qui m'a jugé sans m'avoir entendu, c'est injuste. Vous êtes bien la première à me poser des questions sur le rôle réel que j'ai joué au Kasai ! »

Le tacle à Didier Reynders

S'il est un autre point qui charge le « dauphin », ce sont les relations avec la Belgique. Il est visé par des sanctions européennes, ses biens éventuels sont gelés et il s'exclame : « Mais je n'ai pas de biens chez vous, pas même un vélo ! A l'Assemblée nationale, je faisais partie du "groupe d'amitié avec la Bel-

gique" et à ce titre, en 2002 j'ai été invité à un séminaire de formation idéologique organisé par le parti socialiste. Je suis allé à Liège et M. Flahaut nous a fait visiter Nivelles. Il y a longtemps que j'aime votre pays et je connais l'histoire : le Congo ne peut pas vivre sans la Belgique, nos relations ne peuvent pas dépendre des humeurs d'un ministre des Affaires étrangères. Si les Congolais me font confiance, je me battrais pour que les relations redevennent normales... Un jour, on demandera à Reynders pourquoi il s'est ainsi colporté en diviseur commun... »

S'il refuse de communiquer à propos de son programme, Shadary estime cependant que les problèmes ne sont pas insolubles : « Si nous faisons tout pour que les Congolais s'y retrouvent sur le plan social, pour

que la justice soit instaurée et l'impunité anéantie, il y aura déjà moins de problèmes. Si nous avons une coopération sincère avec les partenaires extérieurs, nous allons avancer... »

Et de conclure avec philosophie : *« J'ai déjà tout gagné, les succès politiques, les honneurs... Déjà maintenant, je dois songer à*

ce que je laisserai en héritage ; si je suis élu, je ne serai pas président tout le temps, il y aura une vie par la suite... » L'entretien se termine sur un dernier sursaut, lorsque nous lui disons qu'à Kinshasa, on raconte que s'il est élu, il ne sera pas président très longtemps : il pourrait présenter sa démission assez vite, ce qui per-

mettrait à Kabila de revenir en toute légalité. » Là, « *Coup sur coup* » a du mal à garder son sang-froid : *« Ah non ! Si je suis élu, ce sera pour cinq ans, pas moins ! Songez au président Kabila : il a sacrifié toute sa jeunesse au Congo. N'aurait il pas droit, lui aussi, à des vacances ? »* ■

COLETTE BRAECKMAN